
Article

« La philosophie au Canada de langue française »

Charles De Koninck

Laval théologique et philosophique, vol. 8, n° 1, 1952, p. 103-111.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/1019863ar>

DOI: 10.7202/1019863ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

La philosophie au Canada de langue française *

I. LA PHILOSOPHIE ET LA COMMUNAUTÉ POLITIQUE

Il nous faut d'abord justifier, aux yeux du citoyen, le choix de ce sujet d'étude et le motif pour lequel nous acceptons de le traiter à la demande d'une Commission instituée par le gouvernement fédéral du Canada. Notre tâche serait peut-être moins ardue si la philosophie était une connaissance à tous égards semblable à celle des sciences strictement expérimentales — depuis la physique jusqu'à la psychologie — et si elle pouvait en outre fournir des engins et produire des guérisons. Quoi qu'il en soit, la question est de savoir comment l'enseignement de la philosophie peut être digne de l'attention du public canadien.

Partons d'un exemple concret. C'était au temps de la Conférence de Téhéran. Nous étions alors aux États-Unis, et le journaliste d'un quotidien local nous demanda ce que nous pensions de cette rencontre. Nous n'avions d'abord aucune opinion à exprimer sur ce sujet. Mais les journalistes ont une manière d'insister. Le lendemain, on pouvait lire dans le journal qu'un conférencier de passage s'était hasardé à exprimer l'opinion que, malgré la supériorité de notre puissance matérielle, nous pouvions regretter que nos propres représentants ne fussent pas bien préparés à discuter sur un pied d'égalité avec le dictateur communiste, n'ayant jamais donné des preuves de nature à nous rassurer sur leur connaissance de la doctrine philosophique qui anime l'action et les tactiques du marxiste. Même une soi-disant neutralité en matière philosophique ne peut se permettre le luxe d'ignorer une doctrine fondamentale dont les communistes se réclament pour justifier toutes leurs actions.

Nous croyons qu'il est aujourd'hui moins risqué de contester l'opinion que le qualificatif de « russe » puisse à lui seul expliquer un impérialisme qui, partout et dans la mesure où il peut le faire impunément, supprime volontiers par tous les moyens, et par « la critique des armes » s'il le faut, toute croyance en Dieu et en l'image de Dieu dans l'homme.

Il serait souverainement injuste d'imputer à nos seuls gouvernants la confusion, la faiblesse où nous laissons cette ignorance des idées directrices de l'adversaire et cette indifférence à l'endroit d'un ordre

* Reproduit ici, avec permission, du *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, lettres et sciences au Canada*, Ottawa, 1951. Ce rapport est en vente chez l'Imprimeur de la Reine, à Ottawa, au prix de \$3.50 pour le rapport lui-même, et de \$3.00 pour le volume des *Études spéciales*.

de pensée où son action très concrète veut prendre son premier et principal appui. Outre qu'on ne peut tenir nos représentants dûment élus pour seuls responsables de leur manque d'information et de leur attitude envers l'ancienne alliée, il est même permis de croire que si, dans leurs délibérations et engagements, ils avaient tenu compte de cette philosophie marxiste, un nombre décisif de leurs électeurs auraient protesté — et parmi ceux-ci des éducateurs, des universitaires même, auraient sans doute été les premiers. C'est que depuis longtemps nous vivons dans l'illusion que la vie politique des hommes est en réalité — ou du moins devrait l'être — parfaitement indépendante de toute conception que l'on peut se faire de la nature de l'homme tout court et de son destin. Il a fallu, pour nous rappeler à la vérité des choses, le choc de l'expérience, c'est-à-dire la preuve sensible de l'asservissement de l'homme tout entier, corps et âme, par une puissance alliée qui prétend agir de la sorte en vertu de sa conception générale des choses et de la vie. Croyant que nous pouvons laisser sans réponse et comme hors propos certaines questions fondamentales antérieures aux problèmes strictement politiques, nous n'étions pas capables de voir que, durant ce sommeil agnostique, s'éveillait et se formait, grâce au vide créé par notre indifférence, et à nos frais, cette puissance réelle, sensible, qui aujourd'hui menace autant les agnostiques que les hommes qui défendent des biens supérieurs à ceux de la communauté politique et soutiennent que César vient après Dieu.

Le mot de « totalitarisme » est aujourd'hui à la mode pour caractériser le communisme et le fascisme. C'est avec raison que nous appelons totalitaire, au sens péjoratif, une doctrine ou une pratique qui prend la partie pour le tout. Cependant, comme tous les termes à la mode, et surtout ceux qui sont injurieux, celui de totalitarisme est chargé d'émotion. Aveuglés, nous ne remarquons pas qu'une expression injurieuse peut parfois s'appliquer à nous-mêmes en un sens plus profond et plus subtil qu'à l'adversaire. C'est le cas du mot en cause. Quand nous pensons que les idées et les actions politiques — elles qui souvent ne dépassent même pas le niveau de l'économique et aboutissent parfois à des conflits mortels — sont parfaitement autonomes et indépendantes de toute pensée qui n'est pas elle-même politique, non seulement nous nous leurrons, puisque cette position est déjà inéluctablement philosophique, mais nous méritons nous aussi d'être qualifiés de totalitaires. Car, pour toute fin pratique, une telle conception identifie un seul aspect de l'homme, c'est-à-dire son caractère politique, avec la totalité de son être. En effet, lorsque le citoyen est envoyé sur le champ de bataille, c'est l'homme tout entier qui s'y rend, c'est toute une vie d'homme, et non pas simplement une abstraite entité politique, qui peut s'y perdre. En d'autres termes, la communauté politique peut-elle ignorer le fait que le citoyen est un homme, et qu'il n'appartient pas au

pouvoir politique comme tel de déterminer quelle est la nature de l'homme, ni même quelle est la nature du citoyen ? Celui-ci peut-il être indifférent à tout ce que l'intelligence des siècles a pensé de la nature de l'homme et de son destin, de la vie et de la mort, du bien et du mal ?

Notons-le bien, nous ne nous plaçons pas ici au point de vue religieux ou théologique, mais simplement au point de vue de cette sagesse à laquelle les hommes peuvent atteindre par la seule raison. On dira que cette raison est bien faible, comme en témoigne le grand nombre de doctrines philosophiques souvent contraires les unes aux autres. Et l'on ne manquera pas d'attirer l'attention sur la différence entre les gens de philosophie, et ceux que nous appelons les savants. Il est vrai que ces derniers émettent souvent, eux aussi, des opinions contraires, mais au moins finissent-ils par se mettre d'accord sous la contrainte de l'expérience. Aussi bien, quoi qu'il en soit des théories scientifiques, les recherches des savants fournissent des résultats pratiques dont personne ne contestera l'utilité, voire la nécessité. C'est pourquoi tout le monde comprend l'opportunité des secours publics accordés aux centres de recherches scientifiques. Par contre, entre philosophes, les contradictions grandissent toujours en nombre et en espèces. Dès lors, comment les institutions d'enseignement philosophique pourraient-elles présenter quelque intérêt du point de vue de la communauté politique ?

À la réflexion, et l'exemple que nous avons cité plus haut en témoigne, les répercussions pratiques des idées philosophiques peuvent être beaucoup plus concrètes qu'on ne voulait d'abord l'admettre. Que si nous ne voulons pas reconnaître que le communisme marxiste est premièrement une philosophie — on ne peut du reste la comprendre en dehors du contexte des philosophies qui l'ont précédée ni de celles qui aujourd'hui s'y opposent, — une doctrine dont les applications tiennent sous un joug fort tangible et sans merci de grandes et nombreuses nations, le danger d'être submergés par le nihilisme le plus actif et le plus sinistre que l'histoire ait connu, serait plus grand et plus imminent que jamais il ne le fut.

Bon nombre de personnes sont d'avis qu'en face d'une telle menace il suffit de se maintenir supérieur par la force des armes. Malheureusement, la force des armes n'est pas incompatible avec une vulnérabilité spirituelle qui peut faire de nous les premières victimes de notre puissance armée. Le vrai pouvoir d'une nation, ou d'une alliance de nations, n'est pas entièrement dans les richesses matérielles dont elle dispose, mais principalement dans le bien pour lequel elle veut les faire servir. La nation qui mettrait tout son effort dans la seule exploitation de ses ressources naturelles et la formation de ses techniciens, n'aurait pas dépassé pour autant la condition de servitude : tout ce capital peut encore servir à des fins contraires. Il suffirait de peu de chose pour le retourner contre celui qui y aurait mis toute

sa confiance. Les armes sont neutres, mais ceux qui s'en servent ne le sont pas.

Que si nous étions d'accord sur le caractère profondément pervers de la doctrine générale dont s'inspire l'action des communistes, s'ensuivrait-il que nous devrions appuyer celles de nos institutions où il s'enseigne des philosophies contraires au marxisme ? Et alors, parmi ces dernières, laquelle faudrait-il préférer ? Un choix aussi exclusif ne nous ferait-il pas adopter en substance une position semblable à celle du communisme, qui impose à tous ses sujets une seule philosophie, à savoir le matérialisme dialectique et historique ? Faudrait-il, enfin, organiser un plébiscite pour déterminer quelle est la philosophie qu'on devrait enseigner dans les écoles qui voudraient un jour pouvoir compter sur l'appui du public ? Aucunement.

Il ne revient pas à la société politique de dicter quelle est la philosophie qui doit s'enseigner dans les écoles du pays. La philosophie est de soi antérieure à la vie politique. Et cette priorité s'accompagne d'un droit qui doit être protégé par le pouvoir public lui-même. C'est précisément ce droit que le marxiste ne peut tolérer, ni dans sa théorie, ni dans sa pratique. Non seulement il ne peut souffrir qu'on soumette sa philosophie à un examen critique, mais, pour la même raison, il ne pourrait jamais permettre que l'on présentât d'une manière objective les doctrines contraires. Qu'il s'agisse de Platon ou d'Aristote, de Descartes ou de Kant, son exposé sera strictement marxiste et dicté par la ligne du Parti.

Toutefois, en maintenant que la pensée philosophique est antérieure au pouvoir politique, on ne doit pas entendre par là que toute action, dont on prétend qu'elle s'inspire d'une conviction philosophique, échappe à ce pouvoir. La prétention qu'aurait un citoyen d'avoir conçu une doctrine qui lui permette de voler son prochain ne devrait pas mettre ses pillages à l'abri de la loi. Que s'il veut justifier sa conduite par la conformité de celle-ci à sa philosophie, tant pis pour cette dernière.

Bref, c'est le droit d'exposition et de discussion qui doit être maintenu. Ce n'est qu'à cette condition que nous pouvons protéger d'une façon raisonnable et efficace les bases les plus essentielles et communes de la société politique. Si nos chefs, dans leurs conférences avec le dictateur communiste, avaient connu le marxisme dans son fond doctrinal ou avaient eu des conseillers mieux renseignés — au lieu de se laisser berner par l'idée que ce monsieur n'est après tout qu'un homme comme les autres, — leurs pourparlers auraient pris une tout autre tournure. Si nous nous sommes arrêtés au cas particulier du marxisme, ce n'est pas que nous voyons dans cette menace particulière la seule raison pour laquelle l'enseignement de la philosophie mérite la considération du public, mais parce que cet exemple est particulièrement choisi pour mettre en évidence une raison qui vaut d'une manière universelle.

Est-ce à dire que les gouvernants doivent être philosophes ? Non pas. L'homme à tempérament philosophique est trop enclin à tomber, comme Thalès, dans le fossé. Mais l'homme politique, celui d'aujourd'hui surtout, doit avoir une connaissance suffisante de la philosophie pour en voir l'à-propos. Le gouvernant n'est pas tenu d'être physicien, mais il doit savoir que les physiciens existent, que leurs connaissances jouent un rôle dans la communauté, et qu'il peut être utile et nécessaire de les consulter — pour éviter, par exemple, la menace que nous ménage une certaine philosophie.

II. LA PHILOSOPHIE QUI EST ENSEIGNÉE AU CANADA FRANÇAIS

Les universités et collèges du Canada français, étant catholiques, ont le devoir de former les étudiants de philosophie selon la méthode, la doctrine et les principes de saint Thomas d'Aquin¹. Il est aisément de voir la difficulté que cela peut présenter du point de vue d'une communauté politique qui comprend des citoyens de croyances religieuses différentes de celles du catholique. Comment le public pourrait-il appuyer directement ou indirectement une institution qui donne la préférence à une seule philosophie parmi tant d'autres ?

Cette objection provient d'un malentendu. La préférence pour la *philosophia perennis* ne veut pas dire que nous pouvons ou devons ignorer les autres doctrines. Tout au contraire, il nous incombe de les exposer d'une manière parfaitement objective. Dans l'ensemble, c'est peut-être dans les écoles catholiques que l'on met en présence les positions les plus contraires, celles de l'antiquité autant que celles du jour.

L'encyclique *Humani Generis* vient de nous le rappeler : « Les théologiens et les philosophes catholiques, qui ont la lourde charge de défendre la vérité humaine et divine et de la faire pénétrer dans les esprits humains, ne peuvent ni ignorer, ni négliger ces systèmes qui s'écartent plus ou moins de la voie droite. Bien plus, ils doivent les bien connaître, d'abord parce que les maux ne se soignent bien que s'ils sont préalablement bien connus, ensuite parce qu'il se cache parfois dans les affirmations fausses elles-mêmes un élément de vérité, enfin parce que ces mêmes affirmations invitent l'esprit à scruter et à considérer plus soigneusement certaines vérités philosophiques ou théologiques ».

En d'autres termes, nous ne pouvons pas prendre, à l'endroit des philosophies opposées, une attitude purement négative. L'on doit, au contraire, suivant le conseil de saint Augustin, en profiter pour examiner avec plus de soin nos propres positions, afin de les saisir avec plus de netteté, et de les enseigner avec plus d'à-propos, en

1. *Codex Juris Canonici*, can.1366, 2 ; Encycl. *Aeterni Patris* ; Motu proprio *Doctoris Angelici* ; Encycl. *Studiorum Ducem et Humani Generis*.

sorte que chaque question que l'adversaire soulève devienne une occasion de s'éclairer¹.

Aussi longtemps que ce souci d'être parfaitement objectif à l'endroit de toutes les philosophies existe dans nos écoles, leur enseignement mérite, il nous semble, la considération du public le plus hétérogène. Tout manquement à cette objectivité est contraire, répétons-le, à l'idéal auquel sont tenus nos professeurs de philosophie. Certes, tous ceux qui sont chargés de cet enseignement ne sauraient s'approcher de cet idéal dans une égale mesure, mais il ne peut y avoir aucun doute sur ce qu'ils ont à faire, qu'il s'agisse d'exposer Aristote, Hume, Marx, ou Staline².

III. L'ENSEIGNEMENT DE LA PHILOSOPHIE AU CANADA FRANÇAIS

Nous n'entendons pas refaire ici le travail du Conseil de recherches canadien, publié sous le titre *The Humanities in Canada*³. On trouvera les renseignements qui se rapportent à notre sujet aux chapitres 6 et 7 de cet ouvrage.

Les cadres généraux de l'enseignement philosophique dans les collèges classiques du Canada français sont parmi les meilleurs qu'il nous ait été donné de connaître. Néanmoins, lorsque nous comparons ce qui se fait actuellement à ce que l'on devrait pouvoir faire dans les mêmes cadres, nous n'avons aucune raison d'être satisfaits. Cet enseignement est loin de donner les résultats voulus. C'est un fait déplorable qu'un grand nombre d'élèves et parmi les meilleurs n'en gardent qu'un très mauvais souvenir.

Considérons d'abord un aspect plutôt matériel du problème. L'éducation, accessible à un nombre toujours plus grand de jeunes gens et jeunes filles, est certes une chose bonne en soi. Mais il ne faudrait pas que pour cette raison le niveau de l'enseignement soit abaissé. L'extension de l'enseignement moyen et supérieur ne se règle pas en élargissant les salles de cours. On ne devrait pas oublier que le nombre de professeurs devrait augmenter dans la même proportion. Une conférence publique devant quelques centaines d'auditeurs peut laisser le conférencier bien à l'aise. Mais une *leçon* proprement dite devant un auditoire qui dépasse la quinzaine est autrement difficile.

Voilà donc une des raisons pour lesquelles l'enseignement philosophique dans nos collèges ne peut pas donner les résultats voulus. Plus qu'en toute autre matière, l'étudiant doit pouvoir prendre une

1. *De Civitate Dei*, XVI, c.2.

2. Nombre de gens ignorent que JOSEPH STALINE est l'auteur d'un petit traité intitulé *Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique*.

3. WATSON KIRKCONNELL and A. S. P. WOODHOUSE, *The Humanities in Canada*, 166, Marlborough Ave., Ottawa, Canada, 1947.

part active dans l'apprentissage de la philosophie. Bref, il faut que le professeur, dans son exposé, puisse tenir compte de chacun de ses auditeurs. Ceux-ci ne sont pas là simplement pour entendre ce qui en est, mais pour qu'on les aide à comprendre pourquoi il en est ainsi. Il faut qu'il y ait, entre professeur et élève, un dialogue constant. Or, cela est impossible en présence d'une foule où le professeur ne peut distinguer, en même temps, chaque individu. Dans une classe trop nombreuse, les étudiants deviennent passifs et se contentent d'apprendre, en vue du baccalauréat, des thèses qu'ils pourront répéter sans les comprendre. « Non attingunt mente, licet dicant ore. »

Le nombre de professeurs dûment préparés à l'enseignement de la philosophie est extrêmement restreint. Le simple usage d'un manuel ne crée pas le professeur. Encore moins peut-il le remplacer. Même pour faire un bon usage d'un manuel, le professeur doit d'abord être lui-même formé aux sources. Et par sources, nous entendons les textes originaux des grands philosophes anciens et modernes, textes (les principaux, du moins) avec lesquels nos collégiens eux-mêmes devraient être en contact dans chacune des branches de la philosophie.

Parce que les classes de philosophie sont beaucoup trop nombreuses et parce que les professeurs ne sont pas toujours suffisamment préparés à cet enseignement, on finit par négliger le rôle de la *venatio*, de la recherche dialectique qui doit préparer l'intelligence aux notions et définitions les plus élémentaires. C'est pourquoi la philosophie, telle qu'enseignée, est beaucoup trop abstraite au sens péjoratif de ce terme. Elle semble n'avoir rien à faire avec la réalité ; n'exister que dans les livres. Les réponses viennent avant les questions, des questions qu'on ne s'est jamais posées et qu'on n'aura jamais à se poser, semble-t-il. On discute de problèmes en termes empruntés à des langues étrangères et mortes, termes qu'on devrait d'abord s'appliquer à approfondir et à comprendre. Si la terminologie empruntée à des langues étrangères et mortes comporte des avantages indiscutables, il ne faudrait pas que le sens des mots soit lui-même périmé. Si les hommes n'apprennent pas, dès leur jeunesse, les éléments au moins les plus humbles d'une saine philosophie, s'ils en commencent l'étude à mi-chemin, il est extrêmement improbable qu'ils puissent retourner plus tard aux principes véritables et premiers. Faute d'une application suffisante aux éléments les plus simples, nous risquons d'inculquer aux étudiants cette connaissance livresque qui est tout le contraire de l'instruction. « Quant à l'instruction, disait Socrate dans le mythe de Théuth¹, c'en est la semblance que tu procures à tes élèves, et non point la réalité ; lorsqu'en effet avec ton aide ils regorgeront de connaissances sans avoir reçu d'enseignement, ils sembleront être bons à juger de mille choses, au lieu que la plupart du temps ils seront dénués de tout jugement ; et ils seront

1. *Phèdre*, 275a.

en outre insupportables, parce qu'ils seront des semblants d'hommes instruits, au lieu d'être des hommes instruits ! »

L'initiation à la philosophie présuppose une bonne formation littéraire, avec beaucoup de mémoire, et une connaissance très rigoureuse de la mathématique. Même au cours de l'enseignement des éléments de la philosophie, sous peine de la présenter *in vacuo*, on devrait constamment se rapporter aux autres sciences et aux arts. Ce n'est qu'à cette condition que les étudiants pourront en tirer un réel profit pour les différentes professions où ils vont s'engager.

Précisément, en ce qui regarde les autres sciences, les arts et même l'histoire, on devrait toujours faire voir aux étudiants l'à-propos de ces connaissances pour la philosophie elle-même, non pas que celle-ci doive y pénétrer dans le but hautain de dicter, mais pour y puiser des lumières nouvelles, pour préciser davantage les connaissances philosophiques elles-mêmes, et pour assurer cette vue d'ensemble sans laquelle la philosophie ne peut mériter son titre de sagesse. Il n'y a que la philosophie digne de ce nom qui peut empêcher l'université de se perdre en une agglomération purement accidentelle d'écoles techniques.

La réalisation de ce programme n'a rien de révolutionnaire. Il reste que cette question des professeurs est particulièrement grave. Or, à la Faculté de philosophie de l'Université Laval, par exemple, la plupart des étudiants sont des étrangers. Tout se passe comme s'il n'y avait point d'avenir pour nos philosophes canadiens dans nos maisons d'enseignement. La plupart de nos étudiants canadiens-français doivent entreprendre leurs études dans l'espoir de trouver une situation à l'étranger.

Les candidats ne manquent pas, et les talents non plus. Il faudrait des bourses plus considérables et en plus grand nombre, mais il faudrait aussi la réelle possibilité de trouver des emplois dans un domaine où il existe pourtant un si grand besoin.

Quand on songe aux dépenses incalculables que nous sommes bien obligés de faire pour la défense du pays (et notons bien que selon notre philosophie cette défense est une condition essentielle de la paix¹), on peut se demander si nos précautions sont raisonnablement équilibrées. La formation d'un seul pilote aviateur coûte plus cher que les inscriptions de toute une Faculté de philosophie. Or, l'ennemi, lui aussi, forme des aviateurs, mais n'oublie pas de préparer en même temps toute une armée de *commissars* dont l'arme principale est la philosophie. Et ces *commissars* sont beaucoup plus à craindre que les bombardiers qui leur prépareraient l'entrée chez nous. Ne serait-il pas exact d'affirmer que nous comptons beaucoup plus exclusivement sur les armes que ne le font les communistes ? Voilà qui devrait nous faire réfléchir.

1. S. THOMAS, *In Matthaeum*, c.12, v.25.

La philosophie s'avère plus importante aujourd'hui que jamais. Et pour tous. Son enseignement ne doit donc pas s'adresser aux seuls futurs professeurs, mais aussi à tous ceux qui jouent un rôle important dans notre société. Nous pensons — et nous l'avons déjà signalé — que l'une des plus grandes faiblesses de nos hommes d'État est cette ignorance philosophique qui les empêche de voir les dangers les plus manifestes et les rend causes indirectes de l'insécurité qui grandit. Nous avons d'ailleurs fait remarquer qu'ils n'en sont pas eux-mêmes les premiers responsables. Nous pensons aussi aux littérateurs, écrivains, critiques et aux journalistes en particulier auxquels S.S. Pie XII disait dernièrement : « . . . La presse a un rôle éminent à jouer dans l'éducation de l'opinion, non pour la dicter ou la régenter, mais pour la servir utilement. Cette tâche délicate suppose, chez les membres de la presse catholique, la compétence, une culture générale surtout philosophique et théologique, les dons du style, le tact psychologique ».

Remarquons, pour terminer, que les insuffisances sur lesquelles nous avons attiré l'attention ne se rencontrent pas seulement au Canada français. À bien des égards nous jouissons même d'avantages inconnus ailleurs. Nous ne connaissons pas d'universités où il existe, de la part des autorités, un si grand souci d'un enseignement philosophique approfondi et un aussi sincère empressement de le développer au prix des plus grands sacrifices. D'autre part, l'engouement pour les éphémères et faciles nouveautés est ici plutôt rare. Mais, dans un domaine aussi difficile et aussi important que celui de la philosophie, l'écart entre ce qui est et ce qui devrait être ne permet pas le repos. La satisfaction serait la preuve certaine d'une irrémédiable décadence.

C. D. K.

